

## Quel avenir pour le trumpisme ?

Par **Maya Kandel**

**Maya Kandel**, docteure en histoire de l'Institut d'études politiques de Paris, est chercheuse associée à l'université Sorbonne Nouvelle. Son dernier ouvrage publié est *Les États-Unis et le monde, de George Washington à Donald Trump* (Paris, Perrin, 2018).

La présidence de Donald Trump a permis à l'aile la plus radicale des Républicains de mettre la main sur le parti. Ainsi, la majorité des élus républicains au Congrès soutient la thèse de l'élection volée de 2020 et approuve plus ou moins explicitement l'attaque contre le Capitole du 6 janvier 2021. Au-delà de la personne de Trump, le trumpisme perdurera. Dans sa version extrême, il fait même peser un risque de terrorisme, voire de glissement vers la guerre civile.

**politique** étrangère

L'avenir du trumpisme et le destin de Donald Trump sont deux facteurs inséparables de l'évolution du Parti républicain américain, même si les trois termes – Trump, trumpisme, Parti républicain – ne se confondent pas. Le trumpisme désigne les idées fortes de Trump qui se sont imposées au Parti républicain après sa victoire aux primaires et à la présidentielle de 2016. Il englobe la réactivation de courants préexistants et leur amplification grâce au porte-voix que constitue la présidence, au fil Twitter et au talent de communicateur de Trump, ainsi qu'à la symbiose entre la Maison-Blanche et Fox News durant sa présidence.

Trump a ainsi réussi à mobiliser des électeurs qui, traditionnellement, ne votaient pas. Son accession à la présidence représente l'ascension et la victoire d'une aile populiste, nationaliste chrétienne, anti-immigration et isolationniste. Cette aile avait été incarnée, depuis la fin de la guerre froide, par Pat Buchanan – qui avait porté un sérieux défi à George Bush-père lors des primaires républicaines de 1992 –, puis en 2008 par la présence de Sarah Palin à la candidature à la vice-présidence (avec John McCain) et par le mouvement *Tea Party*, né en 2009 après la victoire de Barack Obama.

S'il y avait eu des courants similaires dans le passé, ils n'avaient jamais accédé au pouvoir : Richard Nixon et Ronald Reagan les avaient flattés pour obtenir leurs votes, mais en les ignorant et en les maintenant aux marges une fois au pouvoir. L'élection de Trump en 2016 est donc bien un tournant historique pour les États-Unis par l'arrivée de ces courants à la Maison-Blanche<sup>1</sup>. Loin d'être domestiqué ou digéré par le système, Trump a gouverné comme il avait fait campagne : en divisant, en attisant les haines, en donnant un porte-voix à ces courants et en adoubant les plus extrémistes, des suprémacistes blancs (Charlottesville) aux milices (*Proud Boys*)<sup>2</sup>. Le Parti républicain, qui reprenait la présidence et le Congrès, s'est finalement rallié à Trump – à quelques exceptions près, comme John McCain, décédé en 2018.

L'assaut du Capitole en 2021 marque une étape cruciale pour le trumpisme, le Parti républicain et peut-être Trump lui-même. Pour le Parti républicain, le 6 janvier aurait pu constituer une rupture – et cela a semblé d'abord être le cas, avec beaucoup de condamnations chez les élus et dans l'opinion. Les critiques ont toutefois été de courte durée. Seuls dix Républicains à la Chambre des représentants ont voté pour la destitution dans le second procès tenu après les événements du 6 janvier ; et la plupart d'entre eux ne siègent plus aujourd'hui au Congrès. Autre vote à rappeler : au soir même du 6 janvier, après l'assaut, 147 Républicains ont voté contre la validation de la victoire de Biden ; parmi ces derniers, ceux qui se sont représentés ont quasiment tous été réélus et de nouveaux élus remettant en cause l'élection de 2020 les ont rejoints. Deux ans après les faits, l'immense majorité des élus républicains a repris à son compte non seulement le mensonge de Trump sur une élection prétendument volée, mais encore l'ensemble des grandes lignes, idéologiques et tactiques, qui définissent le trumpisme.

Trump a lancé sa campagne pour 2024 juste après des *midterms* désastreuses pour son image, puisque les candidats qu'il avait personnellement investis – comme Mehmet Oz en Pennsylvanie, Herschel Walker en Géorgie ou Kari Lake en Arizona – ont échoué dans des élections qui s'annonçaient pourtant comme une « vague républicaine ». Le mensonge sur les élections de 2020, la qualification du 6 janvier (coup d'État manqué ou « simple visite touristique ») ainsi que les guerres culturelles contre un « ennemi intérieur », qualifié de *wokisme* et assimilé à l'ensemble du Parti

1. I. Rehman, « Rise of the Reactionaries: The American Far Right and U.S. Foreign Policy », *The Washington Quarterly*, vol. 40, n° 4, 2017.

2. M. Kandel, « Une politique étrangère populiste ? Les États-Unis à l'ère Trump », *Le Débat*, vol. 5, n° 202, 2018, p. 36-48.

démocrate, définissent aujourd'hui le Parti républicain. La Cour suprême que Trump a contribué à remodeler conserve sa toute-puissance. Enfin, la constellation « conservatrice », qu'il serait adéquat de qualifier plutôt de « nouvelle droite », est l'héritière de Trump, même si beaucoup aimeraient tourner la page.

Il convient de s'interroger d'abord sur la définition du trumpisme et son impact sur la redéfinition du Parti républicain, les deux étant encore liés à l'avenir politique et judiciaire de l'ancien président. D'où quatre grandes questions : le Parti républicain est-il trumpiste ? Peut-il exister un trumpisme sans Trump ? Et peut-il gagner des élections – ou faire basculer le pays dans la violence ?

### L'empreinte de Trump et du trumpisme

Trump n'est ni un idéologue ni un intellectuel. C'est avant tout un homme d'affaires, une personnalité de télévision et une bête de scène, dont la notoriété, si ce n'est la fortune, est née de l'émission de télé-réalité « *The Apprentice* ». Dans sa campagne de 2016, il a su appréhender et incarner le ressentiment d'une Amérique blanche chrétienne, déclassée et amère, reprenant l'énergie destructrice du *Tea Party* ainsi que sa volonté de balayer les élites et de « purifier » Washington. La théorisation est venue de son entourage : Steve Bannon, qui a insufflé les thématiques de l'extrême droite dans la campagne trumpienne, l'obsession identitaire et « anti-globaliste » ; Steve Miller, son conseiller immigration, d'extrême droite ; le centre de réflexion californien Claremont Institute, à l'origine de cette phrase<sup>3</sup> sous la plume de Christopher DeMuth : « Le trumpisme a une essence et cette essence est le nationalisme. » Le trumpisme repose<sup>4</sup> sur un mélange de messages anti-système et anti-élites (populistes), de nationalisme, de conservatisme religieux et d'illibéralisme (anti-démocratique).

Trump a gagné en épousant les causes de groupes d'intérêt et d'électeurs « utiles », sans rechercher de cohérence idéologique. Il a surtout parié sur la (sur)mobilisation de la base blanche, rurale et non éduquée. Grâce à une conjonction de facteurs – en particulier l'immense impopularité de sa rivale démocrate Hillary Clinton, des manipulations de l'information notamment d'origine russe, une forte abstention et une dose de chance –, il a pu être élu président en 2016, de justesse et en perdant le vote populaire de près de 3 millions de voix.

3. C. DeMuth, « Trumpism, Nationalism, and Conservatism: Reshaping the Right. », *The Claremont Review of Books*, vol. 19, n° 1, 2019.

4. M. Kandel, « La doctrine Trump », *Le Grand Continent*, 23 octobre 2020 ; M. Kandel, « Le conservatisme national américain : la nouvelle droite américaine et le monde », *Le Débat*, vol. 1, n° 208, 2020.

La montée du sentiment anti-immigration a joué un rôle crucial dans l'élection de Trump, face à des adversaires aux primaires encore marqués par l'attitude pro-immigration caractéristique du Parti républicain de Ronald Reagan à George W. Bush. Cet élément était déjà central dans la campagne des primaires de Pat Buchanan en 1992, précurseur de Trump avec son slogan *America First*. Une étude<sup>5</sup> du *think tank* de gauche Center for American Progress a mis en évidence l'existence d'un « bloc nationaliste » englobant un tiers des électeurs, qui se distingue avant tout

### La montée du sentiment anti-immigration a joué un rôle crucial

par ses positions anti-immigration et isolationnistes, pour qui *America First* signifie *Fortress America* (fermer le pays aux immigrants, au commerce par le protectionnisme, et aux entreprises chinoises). Sans pour autant les justifier, certaines évolutions démographiques éclairent ces positionnements nourris par la crainte. Selon une étude<sup>6</sup> du Pew Research Center de 2017, la population des États-Unis née à l'étranger atteignait 44,4 millions d'habitants et les immigrants vivant aux États-Unis représentaient 13,6 % de la population, juste en dessous du record de 1890 à 14,8 %. Tous les chiffres sont proches du plus haut niveau historique de 1890 et 1910, deux moments qui ont prélué à des fièvres de nationalisme, au vote de lois des quotas sur l'immigration (1923 et 1924) et à la période la plus isolationniste de la politique étrangère américaine (années 1920 et 1930).

Par ailleurs, Trump a exploité et approfondi la crise de la représentation politique qui a contribué à le porter au pouvoir. Cette évolution est indissociable de la transformation du paysage médiatique américain dans les années 1990, avec la fin de la *fairness doctrine* et, en particulier, l'apparition de Fox News<sup>7</sup>. Il a intensifié la désintermédiation du politique par son usage de Twitter, tout en affaiblissant les médias traditionnels par ses dénonciations et accusations systématiques, ainsi que par la diffusion de fausses informations ou de propos complotistes, et l'amplification de groupes extrémistes, y compris violents. Dans l'espace transatlantique, cette tendance a été accentuée par les circulations entre les droites extrêmes des deux côtés de l'Atlantique et le rôle actif qu'elles ont occupé dans les stratégies de désinformation russes<sup>8</sup>.

5. J. Halpin, B. Katulis, P. Juul, K. Agne, J. Gerstein et N. Jain, « America Adrift: How the U.S. Foreign Policy Debate Misses What Voters Really Want », Center for American Progress, 5 mai 2019.

6. A. Budiman, « Key Findings about U.S. Immigrants », Pew Research Center, 17 juin 2019.

7. R. Davis, *Politics and the Media*, Hoboken, Prentice Hall, 1994 ; T. E. Patterson, *Out of Order*, New York, Knopf, 1993.

8. M. Kandel, « The Populist Challenge to Foreign Policy: A Transatlantic Perspective », in K. Tournier-Sol et M. Gaye (dir.), *The Faces of Contemporary Populism in Western Europe and the US*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021, p. 239-257.

## Une nouvelle droite américaine

La nouvelle droite américaine est composée d'activistes, intellectuels et journalistes, mais aussi de tout une nouvelle génération de jeunes Républicains qui considèrent que la présidence Trump a été un moment salutaire et décisif pour le pays, le début d'une nouvelle ère politique. Ce qui n'empêche pas nombre d'entre eux de décrire<sup>9</sup> Trump comme un « boomer débile qui a su capitaliser sur quelque chose par hasard ». Il reste cependant considéré comme un « vecteur » ayant servi leur ressentiment contre la gauche, contre l'ancien *establishment* républicain – coupable de soutenir le libre-échange, les interventions militaires extérieures et l'immigration – et plus généralement contre toutes les évolutions de la société qu'ils rejettent, qu'elles soient culturelles, sociales ou scientifiques. Ces évolutions sont rassemblées sous le qualificatif de *wokisme*, dont la définition est résumée<sup>10</sup> par l'une des figures phares de cette nouvelle droite, Rachel Bovard : un « culte totalitaire de milliardaires et bureaucrates » défendant des valeurs qualifiées de « libérales », mais qui en réalité « hait l'Amérique et ses valeurs » (famille, pays, religion) et dont le véritable but est de « détruire l'Amérique ».

Ces courants vont des traditionalistes religieux, évangéliques et catholiques intégristes, aux néoréactionnaires, complotistes, miliciens, anarchistes de droite, monarchistes même, ainsi que toute une génération nourrie sur internet par les « guerres de l'information » d'Alex Jones et Rush Limbaugh, jusqu'au radicalisme de Tucker Carlson avec ses nouveaux hérauts, tel Dan Bongino – dont la page Facebook comptabilise plus de vues que celles du *New York Times*, du *Washington Post* et du *Wall Street Journal* réunies<sup>11</sup>. Alors que le Parti républicain flatte ces courants depuis Nixon, Trump en a fait la véritable « source idéologique » du parti. Leur radicalisme s'exprime par l'intolérance et l'appétence pour la violence. Les religieux étaient déjà ascendants sous Reagan, et intégrés à partir de Bush à la plateforme politique du Parti républicain ; le poids des nationalistes n'a cessé de croître depuis la fin de la guerre froide. Trump leur a permis de dominer le parti. Au nombre des éléments nouveaux apportés par la présidence Trump, on peut citer une certaine affection pour Vladimir Poutine et d'autres dirigeants autoritaires, qui replace le combat identitaire dans un contexte mondial, avec le soutien apporté à Jair Bolsonaro ou à Viktor Orbán. Il y a également le mensonge sur les

9. « A moronic boomer who tapped into something by accident ». Voir S. Adler-Bell, « The Radical Young Intellectuals Who Want to Take Over the American Right », *The New Republic*, 2 décembre 2021.

10. R. Bovard, « What The New Right Must Do Next Time It Earns Power », *The Federalist*, 4 novembre 2021.

11. E. Osnos, « Dan Bongino and the Big Business of Returning Trump to Power », *The New Yorker*, 27 décembre 2021.

élections et l'assaut du 6 janvier, soit une attaque contre les fondements mêmes de la démocratie américaine<sup>12</sup>.

### **Un parti trumpiste post-Trump ? Les enseignements des *midterms* 2022**

Les élections de mi-mandat de novembre 2022 constituaient le premier rendez-vous électoral depuis l'assaut du Capitole du 6 janvier 2021. Il faut revenir sur cet événement, ce qui l'a précédé et ce qui a été révélé par l'enquête pour mesurer l'empreinte de Trump et ses conséquences sur le Parti républicain contemporain, et l'actuel Congrès.

Le 6 janvier 2021, le jour de la certification des résultats de l'élection présidentielle que Trump vient de perdre, plus de 2 000 partisans de Donald Trump prennent d'assaut le Congrès. Cet événement, retransmis en direct sur les écrans du monde entier, a un lourd bilan : plusieurs centaines de blessés, 9 morts le jour même ou les jours suivants, dont 4 suicides de policiers du Capitole, et près de 900 arrestations.

Une commission d'enquête du Congrès a été créée par un vote de la Chambre des représentants (alors à majorité démocrate) le 19 mai 2021. Seuls deux élus républicains ont accepté d'y participer – Adam Kinzinger et Liz Cheney, ce qui leur a valu un vote de censure de leur parti et la perte de leur siège au Congrès. Le Parti républicain a ensuite réécrit ce qui s'était passé ce jour-là, parlant d'une « manifestation politique légitime » ou même d'une « simple visite touristique », avec le soutien de tout l'écosystème médiatique de droite, Fox News en tête. La commission sur le 6 janvier a clos ses travaux en décembre 2022 et a publié un rapport de près de 900 pages<sup>13</sup>, après un an et demi d'enquête, des centaines de témoignages directs, y compris des plus proches collaborateurs de Trump et de plusieurs membres de sa famille, et des milliers d'heures de vidéos. Parallèlement, le département de la Justice mène sa propre enquête, qui a conduit à plus de 1 000 arrestations. Plusieurs procès sont en cours, y compris pour sédition – imputation désignant un acte qui vise à renverser le gouvernement, passible de 20 ans d'emprisonnement et d'une interdiction de tout mandat ou fonction fédérale pour une durée minimale de 5 ans.

Loin d'être un événement spontané qui aurait dégénéré, le 6 janvier est l'aboutissement d'un plan sophistiqué élaboré entre la fin octobre 2020 et

---

12. M. Kandel, « Ce que l'Ukraine nous dit de l'avenir de la politique étrangère américaine », Institut Montaigne, 23 février 2022.

13. « Final Report of the Select Committee to Investigate the January 6<sup>th</sup> Attack on the United States Capitol », Chambre des représentants des États-Unis, 22 décembre 2022.

le 6 janvier 2021, sous la direction de Trump et de quelques proches, parce que le président sortant ne voulait pas accepter sa défaite à l'élection du 3 novembre 2020. Trump savait qu'il avait perdu mais a financé une campagne de désinformation pour convaincre ses partisans que l'élection avait été truquée, et que Joe Biden lui avait volé sa victoire. Il a aussi fait pression sur le vice-président Mike Pence à maintes reprises pour qu'il refuse de certifier la victoire de Biden (la Constitution prévoit en effet que le vice-président, comme président du Sénat, siège lors de la session du Congrès du 6 janvier qui doit certifier les résultats de l'élection dans chaque État). Il s'est appuyé sur un mémo rédigé par John Eastman, juriste affilié au Claremont Institute, arguant que le vice-président n'avait pas seulement un rôle symbolique, mais pouvait rejeter les grands électeurs de certains États – une loi du Congrès votée fin 2022 a fait disparaître toute ambiguïté sur le rôle du vice-président dans le processus électoral. Autre volet crucial : la pression de Trump sur les responsables des élections dans plusieurs États clés perdus, en particulier en Géorgie<sup>14</sup>. Des membres du Congrès ont été impliqués dans plusieurs étapes du plan, notamment Marjorie Taylor Greene et Matt Gaetz, désormais élus influents du parti. Le rapport de la commission a recommandé l'inculpation de Trump sous plusieurs chefs, en particulier pour le soutien à une insurrection ou à des insurgés par une personne ayant juré de respecter et faire appliquer la Constitution.

## Le 6 janvier est l'aboutissement d'un plan sophistiqué

### L'héritage de Trump et le nouveau leadership de la Chambre

La bataille pour le poste de président (*speaker*) de la Chambre des représentants a montré la force du courant qu'on peut qualifier d'anti-démocratique, caractéristique du trumpisme de l'après-6 janvier. Sur les 222 élus du groupe républicain à la Chambre, plus de la moitié avaient voté contre la certification de Biden le soir même de l'assaut du 6 janvier ; sur les 139 de janvier 2021 (plus 8 au Sénat), 124 se sont représentés et 118 ont gagné. 24 nouveaux élus ont également repris le mensonge de l'élection volée et approuvé l'assaut du Capitole, voire y ont participé. Lors des primaires républicaines, le fait de refuser le résultat de l'élection de 2020, et donc la victoire de Biden, était un test de « pureté idéologique », d'allégeance à Trump et au trumpisme<sup>15</sup>.

14. On se souvient de son appel, qui avait été enregistré et rendu public, au responsable de Géorgie, afin qu'il lui « trouve 11 780 voix ».

15. Couverture des élections dans le *Washington Post* et le *New York Times*, suivi des *election deniers* par le site OpenSecrets.

Même si, sur le plan général, les *midterms* sont apparues comme une défaite de Trump, le trumpisme reste dominant à la Chambre : le nouveau *speaker* est Kevin McCarthy, candidat de Trump pour le poste. Bien qu'étant de ceux qui avaient d'abord critiqué le rôle de Trump le 6 janvier, McCarthy avait voté contre la certification de la victoire de Biden. C'est aussi le cas de tout le nouveau leadership républicain à la Chambre (Steve Scalise, Elise Stefanik et Gary Palmer), ainsi que de la majorité des nouveaux présidents de commission. Autre signe révélateur, la normalisation de Marjorie Taylor Greene, qualifiée de « cancer » du parti en 2021 par Mitch McConnell – toujours leader républicain du Sénat –, qui est devenue « alliée clé » du nouveau *speaker*. Quinze tours ont été nécessaires pour élire ce dernier, une première depuis 1859. McCarthy a été élu deux ans jour pour jour après l'attaque du Capitole. Symbole révélateur : alors que le président Biden et les parlementaires démocrates marquaient l'événement par une cérémonie honorant les policiers du Capitole, un seul élu républicain de la Chambre (sur 222) jugeait bon d'y assister, Brian Fitzpatrick de Pennsylvanie.

### Un trumpisme sans Trump : radicalisation et violence politique

La principale surprise de l'élection du 8 novembre 2022 est venue du décalage entre la « vague rouge » (républicaine) annoncée et la piètre performance des Républicains, qui s'attendaient à gagner jusqu'à 60 sièges au Congrès. Si les *midterms* n'ont pas donné lieu à de nouvelles violences, nées de mensonges ou du refus d'admettre les défaites, l'extrémisme violent d'origine intérieure reste, pour le FBI, la menace prioritaire : une frange de la population demeure radicalisée, y compris chez certains élus.

#### *L'avenir de Trump*

Les *midterms* ont confirmé que les excès du trumpisme déplaisent aux indépendants. Pour mémoire, en 2016, Trump avait gagné parmi les indépendants avec quatre points d'avance sur Hillary Clinton ; en 2020, Biden les avait gagnés de treize points sur Trump, et de plus de vingt points dans les États clés qui ont déterminé le scrutin présidentiel (le Michigan, le Wisconsin et la Géorgie). Ces *midterms* étaient les premières élections au niveau de tout le pays depuis la présidentielle de 2020 et l'assaut du Capitole. Elles étaient également les premières élections dans lesquelles une faction importante d'un des deux partis faisait campagne sur le refus d'accepter les résultats. Dans les scrutins au niveau des États, les candidats les plus anti-démocratiques qui concouraient pour des postes de contrôle des élections ont pratiquement tous perdu, et d'autres candidats trop extrémistes (Doug Mastriano en Pennsylvanie) ou absurdes (Herschel Walker en Géorgie), soutenus par Trump, ont été défaits. Mais à la Chambre, où



les districts sont plus petits (et plus soumis aux découpages électoraux, ou *gerrymandering*), les candidats trumpistes l'ont largement emporté dans les primaires puis à l'élection elle-même, à quelques exceptions près.

Les médias ont été prompts à déclarer Trump hors-jeu. Il a pourtant annoncé sa candidature pour 2024 au lendemain de ces *midterms* et dispose d'une équipe de campagne, de nombreux partisans dans les appareils locaux du Parti républicain et d'un trésor de guerre. En l'absence d'un rival qui s'imposerait, on pourrait donc imaginer la réédition en 2024 des primaires de 2016, avec des adversaires trop nombreux et un éparpillement des voix anti-Trump.

La situation de Trump au regard de la loi est néanmoins de plus en plus précaire. Pourrait-il être déclaré inéligible ? La section 3 du 14<sup>e</sup> amendement de la Constitution pourrait s'appliquer à Trump si le département de la Justice le poursuivait selon les chefs d'accusation proposés par la commission d'enquête, et s'il était reconnu coupable. Ce processus pourrait cependant prendre des années. L'interrogation est aussi politique : comment réagiraient les électeurs républicains, dont une proportion indéterminée est radicalisée, ainsi que le Parti républicain, qui vient de créer sa propre commission d'enquête sur le 6 janvier et considère les participants arrêtés comme des prisonniers politiques ?

### *Un mouvement politique violent*

Au-delà de l'avenir judiciaire et politique de Trump, une autre question porte sur son degré de leadership sur un mouvement trumpiste qu'il ne contrôle plus, de la même manière que le maccarthysme des années 1950 avait largement débordé la seule personne du sénateur Joseph McCarthy. La galaxie Fox News reste importante – l'émission de Tucker Carlson est, par exemple, la plus regardée aux États-Unis – mais les médias de Rupert Murdoch sont déjà débordés par de nouveaux médias, traditionnels ou numériques. Peuvent ainsi être cités le podcast de Steve Bannon, les chaînes Newsmax et NewsNation, la chaîne Rumble, Truth Social, la sphère de *l'alt-right*, ou encore l'univers de QAnon<sup>16</sup>. De nombreux intellectuels, journalistes, activistes et jeunes ambitieux alimentent les guerres culturelles sur ces médias et les réseaux sociaux, unis face à l'« ennemi commun », avec des propositions souvent radicales et violentes<sup>17</sup>.

Le directeur du Claremont Institute, Ryan Williams, évoque<sup>18</sup> une nouvelle guerre civile américaine, qu'il faudrait éviter « presque » à tout prix.

16. S. Fisher, « Right Wing Builds its Own Echo Chamber », *Axiom*, 6 décembre 2021.

17. M. Kandel, « L'emprise de Trump et du trumpisme sur les États-Unis », Institut Montaigne, 3 janvier 2021.

18. E. Green, « The Conservatives Dreading—and Preparing for—a Civil War », *The Atlantic*, 1<sup>er</sup> octobre 2021.

Le *New York Times* a enquêté<sup>19</sup> sur l'explosion des références à une nouvelle guerre civile en août 2022, après le raid du FBI sur Mar-a-Lago pour récupérer des documents secret-défense conservés par Trump. Les mentions sur Twitter ont augmenté de 3 000 % en quelques heures, et plus encore dans les réseaux de la bulle d'extrême droite (Gab, Parler et le réseau de Trump, Truth Social). La plupart des commentaires appelaient de leurs vœux cette violence, vue comme une résistance légitime contre le FBI et le gouvernement fédéral, accusés de persécuter l'ancien président. Des élus comme Marjorie Taylor Greene ou Paul Gosar n'hésitent pas à tenir ce genre de propos, ce qui constitue une normalisation dangereuse dans un pays qui détient le record mondial d'armes à feu par habitant et de tueries de masse.

La violence politique est en augmentation aux États-Unis : en 2020<sup>20</sup>, avant les événements du 6 janvier, elle avait déjà doublé à l'encontre des élus du Congrès, et concerne aussi les administrateurs scolaires, les professionnels de santé, les assesseurs électoraux, les universitaires. Robert Pape, professeur à l'université de Chicago en charge du *Chicago project on violence and threats*, a conduit plusieurs recherches<sup>21</sup> précises sur les participants à l'assaut du 6 janvier, et plus généralement sur les auteurs de violences politiques. Ses études de 2021-2022 montraient que 13 millions d'Américains jugeaient justifié l'usage de la force pour remettre

## La violence politique est en augmentation aux États-Unis

Trump à la présidence ; 25 millions de plus étant « ambivalents ». La menace est prise très au sérieux au sommet de l'État. En 2020 déjà, en amont de l'élection, le FBI avait déclaré le terrorisme intérieur menace prioritaire. L'administration Biden a publié dès ses premiers mois une Stratégie nationale contre le terrorisme intérieur, une première pour le pays. Or les États-Unis sont aussi le pays des milices, qui connaissent depuis une dizaine d'années un nouvel essor, à la fois numérique et qualitatif<sup>22</sup>. Le Southern Poverty Law Center, une organisation indépendante, comptabilise aujourd'hui 169 groupes militaires privés opérant hors de tout contrôle ou autorité du gouvernement fédéral. Le mouvement avait déjà pris de l'ampleur dans les années 1990, mais c'est surtout avec l'élection d'Obama et la démobilisation des guerres de Bush à partir des années 2010

19. K. Bensinger et S. Frenkel, « After Mar-a-Lago Search, Talk of "Civil War" Is Flaring Online », *The New York Times*, 5 octobre 2022.

20. Source : site officiel de la police du Congrès (U.S. Capitol Police).

21. Le projet de Robert Pape sur la violence politique à l'Université de Chicago, avec rapports, sources et enquêtes, est disponible sur : <https://cpost.uchicago.edu>.

22. « Fact Sheet: National Strategy for Countering Domestic Terrorism », Maison-Blanche, 15 juin 2021.

qu'apparaissent de nouvelles milices, avec des motivations politiques et un recrutement actif et ciblé de militaires de retour d'Irak ou d'Afghanistan<sup>23</sup>.

### La radicalisation politique américaine

Les politologues Lilliana Mason et Nathan Kalmoe ont publié en 2022 un livre<sup>24</sup> sur la radicalisation politique américaine. Ils s'y intéressent au radicalisme politique sous plusieurs formes : soutien à la violence partisane, dénigrement pouvant aller jusqu'à la déshumanisation de l'adversaire, rejet des résultats électoraux, attitudes anti-démocratiques, violence. Ils identifient la nature, les déterminants et l'ampleur de la radicalisation et de la participation à des actes de violence politique, relevant au passage le facteur le plus prédictif : l'hostilité et la violence sexistes. Leurs résultats recourent ceux de Robert Pape sur les participants à l'assaut du Capitole. Ils pointent également l'influence des théories complotistes telles que QAnon ainsi que le rôle des partis, et plus encore des leaders politiques, pour attiser ou, à l'inverse, condamner et contenir la violence. Les États-Unis ont évidemment déjà connu des épisodes de contestation politique violente, dans les années 1960 ou 1920, mais la violence était alors condamnée par le leadership des partis dominants, ce qui n'est plus le cas du Parti républicain.

C'est bien cette combinaison dangereuse de violence politique, d'un parti complice et de mensonges généralisés que l'on observe aujourd'hui aux États-Unis. Le sénateur républicain Mitch McConnell disait au Congrès le 19 janvier 2021, sur l'assaut du 6 janvier, que « la foule a été nourrie de mensonges provoqués par le président ». Les mensonges ont ensuite continué et la journée du 6 janvier a été « réécrite » très rapidement par les élus républicains et leurs alliés médiatiques<sup>25</sup>.

\* \* \*

23. L. Fraysse, « États-Unis : l'assaut du Capitole, ultime legs de Trump ? Entretien avec Maya Kandel et Romain Huret », *Réforme Hebdo*, 19 janvier 2021.

24. L. Mason et N. P. Kalmoe, *Radical American Partisanship: Mapping Violent Hostility, its Causes, and the Consequences for Democracy*, Chicago, University of Chicago Press, 2022.

25. Tucker Carlson a même produit une « série documentaire » (*sic*), pour expliquer que d'honorables citoyens avaient simplement participé à une manifestation qui avait dégénéré en raison des provocations du FBI et d'agents infiltrés « antifa », dans le but de créer un prétexte pour déclencher une « guerre intérieure » et emprisonner les Républicains comme « prisonniers politiques ». Les vidéos des auditions de la commission du 6 janvier, tout comme les reportages sur le moment, montrent évidemment tout autre chose – auditions que Fox News, seule des grands médias, a choisi de ne pas diffuser. D. Folkenflik et T. Dreisbach, « "Off the rails": New Tucker Carlson project for Fox embraces conspiracy theories », NPR, 3 novembre 2021, disponible sur : <https://www.npr.org>.

Ron DeSantis s'est imposé comme le rival potentiel le plus sérieux, de par ses similitudes avec Trump. Il a retenu de l'ancien président l'accent mis sur les guerres culturelles, et fait de l'anti-*wokisme* l'axe essentiel de son action politique. Pour certains observateurs, il représenterait un « trumpisme compétent ». Mais il n'a pour l'instant été élu qu'en Floride. Sa stratégie politique nationale repose sur un triple défi : conserver le soutien des trumpistes par sa virulence contre les médias et les élites, celui des évangéliques par son acharnement contre toutes les minorités sexuelles, et rassurer le monde économique avec sa politique « pro-business » en Floride.

Depuis les années 1920, la droite américaine embrasse périodiquement des leaders démagogues qui lui apportent des votes et tirent l'idéologie du Parti républicain vers la droite. Ce fut le cas de Charles Lindbergh à Joseph McCarthy et de Pat Buchanan à Sarah Palin<sup>26</sup>. Avec Trump ils ont conquis la Maison-Blanche, réunissant tous ces courants plus ou moins marginaux, nationalistes, religieux, racistes, antisémites, complotistes, isolationnistes, anti-immigration, dans une grande synthèse populiste qui a déjà balayé l'ancien *establishment* du Parti républicain. La question de l'avenir politique de Trump reste ouverte, tout comme celle du leadership et de l'avenir du Parti républicain. Le populisme nationaliste et autoritaire est devenu un phénomène global. Jusqu'où ira le glissement du parti vers l'autoritarisme ? La réponse dépendra beaucoup du leader du parti pour la présidentielle de 2024.




---

### Mots clés

Donald Trump  
Parti républicain  
Attaque du Capitole en 2021  
Radicalisation

---

26. M. Continetti, *The Right: The Hundred-Year War for American Conservatism*, New York, Basic Books, 2022.

## Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



### TARIFS 2023

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
<b>Particuliers</b>	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
<b>Institutions</b>	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
<b>Étudiants**</b>	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
<b>Numéro récent (à partir de 2014)</b>	■ 23,00 €	.....	.....
<b>Numéro antérieur à 2014</b>	■ 20,00 €	.....	.....
<b>TOTAL DE MA COMMANDE</b>			..... €

### Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

### Adresse de livraison

Raison sociale : .....  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....  
Courriel : .....@.....

### Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_\_\_

Signature (obligatoire)

### Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com), sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>